

5.2. LE FRONT NATIONAL FRANÇAIS : ENTRE PROJET DE NORMALISATION DEMOCRATIQUE ET POSITIONNEMENT ANTI-SYSTEME

Jean-Yves Camus ¹

Après les élections de 2012, où en est le Front national ? Au lendemain de l'élection présidentielle du 6 mai 54% des sympathisants de l'UMP et 77% de ceux du FN se déclaraient favorables à des accords entre les deux formations, au moins au plan local et au cas par cas. Alors que la France prépare les élections municipales de 2014, quelles sont les perspectives à moyen terme du FN, fort des 17,9% remportés par Marine Le Pen aux présidentielles?

Aux présidentielles de 2012, un électorat diversifié

Le 5 octobre 2012 le Front national a commémoré le 40^e anniversaire de sa création. Jean-Marie Le Pen, qui en a été le président dès le premier jour, est resté à ce poste jusqu'au 15 janvier 2011, date à laquelle il en a été nommé président d'honneur. Sa fille Marine Le Pen (née en 1968) a pris sa succession, ayant été élue par 67,65% des militants contre 32,35% à son adversaire, le député européen Bruno Gollnisch, soutenu par les courants les plus radicaux du parti. La présidente du FN a réussi les trois premières étapes de son pari : obtenir un bon score le 22 avril 2012 du premier tour de la présidentielle ; contribuer à faire battre Nicolas Sarkozy au second tour puis le 17 juin suivant en appelant ses électeurs à ne pas choisir entre les deux finalistes ; faire élire deux députés frontistes à l'Assemblée nationale, alors que le scrutin uninominal majoritaire à deux tours lui est infiniment plus défavorable que la proportionnelle dont elle demande l'adoption. Le premier point lui permet de conforter son pouvoir au sein d'un mouvement au sein duquel n'existe plus d'opposition interne capable de contester son leadership. Le second est essentiel pour l'avenir car le retour de la gauche socialiste et écologiste au pouvoir ainsi que les difficultés de l'UMP pour élire son nouveau président font espérer au FN une nouvelle phase de progression.

¹ Politologue par l'Institut d'Etudes Politiques de Paris (SciencesPo), d'Etudes Supérieures d'Histoire Contemporaine (EHESS) et de l'Université Paris I. Chercheur associé à l'Institut de recherches internationales et stratégiques (IRIS), spécialiste de l'extrême droite.

L'analyse des reports de voix montre que 56% seulement des électeurs de Le Pen ont choisi Sarkozy au second tour, 28% lui préférant François Hollande et les autres choisissant l'abstention ou le vote blanc. Cette répartition des votes signifie que le FN n'est plus un réservoir automatique de voix pour l'UMP, en particulier dans la partie ouest et centrale du pays où se consolide un vote frontiste rural. De quoi inquiéter la droite qui, au premier tour, n'a dépassé le FN que de peu dans le Nord- Pas de Calais (0,33% d'écart) ; la Picardie (0,06%) le Languedoc-Roussillon (1,31%), la Lorraine (1,7%) et même en Ariège, département du sud-ouest où le vice-président du FN Louis Aliot a des attaches familiales (1,93%). La présidente du FN devançait même Sarkozy dans l'Aude, le Pas de Calais, dans une partie du Vaucluse, à Dunkerque et dans plusieurs villes moyennes d'Alsace. Ceci confirme que le FN est la troisième force politique française derrière le Parti Socialiste et le principal parti conservateur, l'Union pour un Mouvement Populaire (UMP), mais devant la famille centriste, la gauche radicale et les écologistes. Cette tendance s'inscrit dans la durée longue puisque Jean-Marie Le Pen obtenait déjà 15% aux présidentielles de 1988 puis 1995, avant d'atteindre 17% en 2002. On peut en déduire que le vote frontiste n'est pas un « vote de crise » mais une donnée structurelle et que, s'il comporte indéniablement une composante protestataire, il tend à devenir un vote d'adhésion : cette fois 40% des électeurs qui ont choisi Marine Le Pen souhaitaient qu'elle soit élue et 67% considéraient qu'elle « répondait à leurs préoccupations ». C'est un changement majeur par rapport à l'époque de son père.

Regardons maintenant la sociologie du vote FN lors du scrutin présidentiel. La candidate du FN a principalement renforcé son assise dans des catégories où celui-ci était déjà bien ancré. C'est le cas des ouvriers. Il y a cinq ans, ils étaient déjà sur-représentés dans l'électorat de J. M. Le Pen, mais avaient voté davantage pour Mme Royal ou M. Sarkozy que pour le candidat frontiste. En 2012 Marine Le Pen arrive en tête parmi les ouvriers (29 %), un point devant le candidat socialiste (28 %). Elle a réussi à consolider la base sociologique sur laquelle s'était appuyé son père et à inverser certaines tendances. En 2007

Jean-Marie Le Pen avait réalisé des scores inférieurs à sa moyenne nationale chez les 18-24 ans et auprès des artisans-commerçants. En 2012 sa fille a convaincu 19 % des premiers et 26 % des seconds. Désormais et c'est la nouveauté du vote de 2012, peu de catégories sociales restent insensibles au FN : ce n'est plus guère le cas que des plus diplômés (niveau de diplôme égal ou supérieur à Bac+3 ans), des professions intermédiaires et de ceux dont le revenu mensuel est supérieur à 3 000 euros. La sociologie du vote FN s'est banalisée et c'est sans doute l'un des signes de la réussite de la "dédiabolisation" souhaitée par Marine Le Pen.

La présidente du FN a un autre avantage pour pérenniser sa formation politique : son âge, (44 ans en août 2012), lui permet d'envisager d'être encore candidate en 2017 puis en 2022. Elle dispose d'autres atouts : un ancrage local à Hénin-Beaumont où elle dépasse les 45% lors des scrutins locaux ; une garde rapprochée dans l'appareil frontiste qui incarne une génération nouvelle (Louis Aliot a 43 ans ; Steeve Briois 40 et Bruno Bilde, 36) un financement public redevenu conséquent puisque les 3,528 millions de voix (13,6%) obtenues aux législatives des 10 et 17 juin 2012 ont rapporté au parti 5,728 millions d'euros alors que les finances du FN avaient été rendues exsangues par la défaite de 2007. Marine Le Pen a fait un pari : transformer le FN en principale force d'opposition à la gauche en profitant du fait que la droite est divisée car privée de leader naturel avec le départ de Nicolas Sarkozy. Son plan de bataille reposait sur l'implosion de l'UMP d'ici les élections municipales de 2014, seul moyen pour elle, en l'état, de combler le différentiel de 8% qui la séparait encore de l'ancien président. C'est la raison pour laquelle dans son discours du 1er Mai 2012 lors du traditionnel cortège de Jeanne d'Arc à Paris, elle a appelé les militants et élus UMP à réclamer la fin du « cordon sanitaire », donc à prôner un rapprochement entre les deux formations. L'idée principale de Marine Le Pen était que la défaite de Nicolas Sarkozy serait aussi ample que le prédisaient certains sondages (55% pour François Hollande contre 45% pour le sortant), de sorte que la droite se diviserait entre une aile libérale et une autre, favorable à la ligne nationale-conservatrice impulsée par Patrick Buisson,

conseiller du président sortant qui voulait concurrencer le FN sur les valeurs morales, l'immigration et l'identité française. Or le scénario prévu par le FN ne s'est pas réalisé pour l'instant. Première déception pour le FN : François Hollande a été élu 51,64 % des suffrages exprimés contre 48,36 % à son adversaire, qui n'a donc subi aucune déroute. Second échec : il n'y a pas eu de rupture du cordon sanitaire aux législatives. Les deux députés FN, Gilbert Collard et Marion Maréchal-Le Pen, sont élus avec 42% des voix lors de scrutins triangulaires face à leurs adversaires socialiste et UMP. Dans le Vaucluse Marin Maréchal ne gagne qu'en raison du refus de la candidate socialiste de se retirer avant le second tour. Dernier échec, le plus grave : le FN n'a pas réussi à profiter de la crise qui a suivi l'élection contestée, le 18 novembre 2012, de Jean-François Copé à la présidence de l'UMP face à François Fillon. Les trois élections législatives partielles des 9 et 16 décembre 2012 ont en effet vu la victoire de trois candidats UMP, ceux du FN maintenant leurs scores mais sans se qualifier pour le second tour. On peut déduire de ces résultats (certes partiels) que les électeurs de droite restent attachés à une représentation légitimiste de leur camp politique par l'UMP ; que face à la gauche clairement désavouée, le « peuple de droite » privilégie la bipolarisation du combat politique et que la porosité existant entre le FN et l'UMP au niveau des militants et sympathisants est nettement plus faible parmi les électeurs. Le FN est donc confronté à un double problème. L'un à court terme : en vue des municipales il lui faut combler son déficit de cadres locaux formés et expérimentés, lesquels abondent à l'UMP comme dans tout parti de gouvernement. L'autre à long terme : il peut très bien rester durablement une force d'opposition au système tout en n'accédant jamais au pouvoir, en raison d'un déficit de crédibilité qui tient à son manque d'expérience mais aussi au rejet que suscite encore sa filiation historique avec l'extrême-droite. Malgré la volonté manifestée par Marine Le Pen de normaliser l'image du FN, laquelle s'est traduite par des changements réels dans le discours du mouvement, on ne peut en effet parler, à cet instant, de rupture avec les fondamentaux qui structurent l'idéologie frontiste depuis quarante ans.

Une évolution en demi-teinte

La réussite principale du FN a été d'élaborer un logiciel idéologique à la fois fidèle aux fondements du nationalisme français et suffisamment en phase avec les problèmes politiques, économiques et sociaux du moment pour fidéliser un électorat socialement très diversifié, déçu à la fois par la gauche (communiste ou sociale-démocrate) et par une droite au sein de laquelle le libéralisme économique prédomine, bien que doublé par un profond conservatisme social. Quels sont les points principaux du programme frontiste? Dans le programme politique en vigueur en 2012 figurent un certain nombre de propositions qui n'ont jamais varié. La principale est l'opposition complète à toute forme d'immigration, en particulier extra-européenne. La seule évolution est que Marine Le Pen parle moins que son père de l'« inversion des flux migratoires », c'est à dire d'un renvoi des immigrés dans leur pays d'origine et davantage d'un arrêt total de l'immigration qui irait de pair avec une sortie de l'espace Schengen et de l'Union européenne. Application juridique de cette opposition à l'immigration, la « préférence nationale » était la proposition frontiste donnant aux français l'exclusivité du bénéfice de l'emploi, des aides sociales et du logement social, le FN ne distinguant pas d'ailleurs entre étrangers européens et non-européens. Sur ce sujet la nouveauté introduite par la nouvelle présidente du FN est l'emploi du concept de « priorité nationale ». Pratiquement interchangeables, les deux idées sont assez floues sur la question de savoir si les étrangers sont carrément exclus ou simplement viennent en second rang derrière les nationaux.

Autre point du programme qui singularise le FN: il réclame la sortie immédiate de l'Euro et de l'Union européenne, le retour au protectionnisme économique et au franc comme monnaie nationale. En matière économique le FN a connu plusieurs phases. La première, de 1981 à 1995, fut celle de l'ultra-libéralisme reagano-thatchérien, avec la proposition de suppression de l'impôt sur le revenu, la volonté de démanteler le droit du travail et les acquis sociaux des salariés, l'apologie de la réussite et de l'initiative individuelle face à toute forme de « collectivisme » ou d'Etat-providence. La seconde, lancée en décembre 1995, fut celle du « tournant social » d'un FN s'opposant à la politique de

rigueur. Cependant tant que Jean-Marie Le Pen était aux commandes, le parti restait soumis à une tension permanente entre populistes libéraux, incarnant la protestation anti-étatique et surtout anti-fiscale du petit entrepreneuriat et des professions indépendantes, et demande de régulation des excès de la mondialisation. Depuis la présidence de Marine Le Pen l'emprise des libéraux a diminué. L'arrivée au sein de la direction nationale de deux transfuges de la gauche patriote, planiste et jacobine (Florian Philippot et Bertrand Duthail de la Rochère, issus de l'entourage de Jean-Pierre Chevènement) contribue à dessiner les contours d'un nouveau FN, qui réhabilite l'Etat-stratège et protecteur mais aussi l'Etat maître des frontières donc de l'immigration ainsi que l'Etat garant de la cohésion nationale, par le modèle de l'assimilation des étrangers et d'une laïcité en apparence sourcilleuse, qui s'opposent au multiculturalisme et à l'affirmation des communautés (locales et régionales ; religieuses). L'idéologie frontiste reste celle de l'ethnocentrisme, de la vision autoritaire de la société, du pessimisme culturel allant jusqu'à l'obsession de la décadence dans l'univers rapidement mouvant de la globalisation. En 2012, elle tend néanmoins à gommer de son logiciel les thèmes, fréquents chez Jean-Marie Le Pen, de l'antisémitisme et de la trivialisation de la seconde guerre mondiale, dont sa fille a compris qu'ils ne mobilisaient ni les électeurs ni, aujourd'hui, les militants. Outre les questions sociales, elle insiste donc sur ce qui fonde l'insécurité culturelle d'une partie de la population : le sentiment de désagrégation de la cohésion nationale, sous le poids de l'immigration de masse mais surtout de la supposée islamisation du pays.

Le bilan de l'évolution frontiste à la fin de l'année 2012 fait donc apparaître des changements mais les fondamentaux demeurent les mêmes. Ceci peut s'expliquer par le fait que la normalisation souhaitée par Marine Le Pen ne peut dépasser certaines limites au-delà desquelles le FN perdrait sa crédibilité, laquelle provient avant tout de ce qu'il est une force anti-système. Ainsi la participation du mouvement à la gestion des collectivités locales ou du pays, si elle demeure son objectif, serait lourde de dangers pouvant provenir de l'évolution nécessaire vers le réalisme qui s'impose aux partis de gouvernement. De même l'image technicienne, voire technocratique, du

nouveau vice-président Florian Philippot mets-elle le FN face à sa propre contradiction : pourquoi promouvoir à un poste de commande un pur produit de l'ENA et de la haute administration quand on engrange des voix en disqualifiant les élites coupées du peuple et qu'on oppose le volontarisme au conformisme des experts ? Les limites au changement imposées par les contraintes extérieures se doublent de contraintes intérieures. La première est que Jean-Marie Le Pen continue d'intervenir dans le débat politique et de défendre ses idées de toujours. Président d'honneur du FN avec voix délibérative dans ses instances, député européen, disposant d'une association de financement en propre (COTELEC) il jouit encore chez les militants et sans doute les électeurs d'un prestige immense et peut encore imposer ses choix personnels, comme la candidature victorieuse de sa petite-fille Marion Maréchal. De son vivant, en raison du rapport filial qui les lie, il est des choses que sa fille peut difficilement faire, comme changer le nom du parti. Les exclusions de militants trop marqués par le néo-fascisme, la reconnaissance par Marine Le Pen de la Shoah comme d'une « abomination », son rejet sincère du négationnisme et du nazisme, ont également pour limite la persistance au sein du FN de noyaux militants radicaux dont la vision du monde a pour base la nécessité de répudier toutes les idées fondatrices de la démocratie libérale, avec une fixation particulière contre l'antiracisme, l'égalitarisme et l'universalisme. C'est d'ailleurs cette dernière particularité qui permet au FN de réduire à quasiment néant l'impact électoral des formations concurrentes d'extrême-droite qui rejettent la modernisation en cours : le Parti de la France, dirigé par Carl Lang et la Nouvelle Droite Populaire dirigée par Robert Spieler et le Bloc identitaire dirigé par Fabrice Robert représentent entre 2 et 3% des voix nationalement et en score cumulé. Le reste du « camp national » est cantonné dans la sphère extra-parlementaire, où l'Œuvre française et les Jeunesses nationalistes n'émergent, avec quelques centaines de militants, qu'en raison de l'exclusion du FN de ceux de leurs membres qui y militaient.

Conclusion

Le Front national est un exemple unique en Europe de parti groupusculaire d'extrême-droite arrivant à devenir la troisième force politique d'un pays majeur. Sa réussite électorale résulte, outre la personnalité hors-normes de son fondateur, de l'intelligence avec laquelle le parti s'est investi dans la lente conquête de la réhabilitation intellectuelle des thèmes majeurs portés par la droite plébiscitaire, enrichis par les théories ethno-différentialistes de la Nouvelle droite des années 1970-80. La diffusion de ces idées hors du ghetto politique dans lequel évoluait l'extrême-droite depuis 1945 a été rendue possible par un changement générationnel à la tête du FN mais aussi par le déplacement vers la droite du centre de gravité du discours politique, en particulier sur les questions de l'identité nationale, du multiculturalisme et de l'immigration. Crédibilisé par l'ampleur et la durée de la crise économique, qui n'en est pourtant pas l'élément déclenchant, le FN est probablement une force avec laquelle il faudra compter pendant encore une génération. La vraie question est de savoir si le FN restera un parti d'opposition perpétuelle ou si l'attitude de l'UMP à son égard changera, ce qui lui permettrait de devenir une formation associée au pouvoir au moins au plan local. On ne peut pas exclure une telle évolution, qui s'est produite ailleurs en Europe occidentale (Scandinavie, Suisse, Hollande). Or il existe une différence majeure entre le FN et Geert Wilders ou Christoph Blocher : si leurs politiques antisociales, leur xénophobie, leur obsession de l'islam sont identiques, le parti français est issu, lui, d'une matrice historique et idéologique, celle des extrêmes-droites radicales, dont même les efforts de Marine Le Pen pour rompre avec le passé auront du mal à le débarrasser.